

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 27 janvier au 10 février 2014 – n°142**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

C'est la saignée Paule Masson

Le ver était dans le fruit dès 2012. François Hollande, candidat du « changement maintenant », savait qu'une fois élu, il serait le président de gauche qui propulserait l'économie du pays dans une nouvelle fuite en avant libérale.(...) Il sera, pour la deuxième partie de son mandat, le président du Medef, même pas un président social-libéral, un président libéral tout court.

Touche par touche, il a multiplié les ruptures avec sa famille politique : choisir l'austérité et la baisse des déficits publics contre une politique de relance économique, se soumettre aux coups de boutoir libéraux de la Commission européenne contre l'Europe sociale, affaiblir la protection sociale, combattre le « coût » du travail au lieu de s'attaquer au coût du capital. Hier, lors de sa conférence de presse, le président de la République a annoncé une « nouvelle étape » de sa politique. Plus austéritaire, plus antisociale, plus libérale que jamais. Il appuie sur l'accélérateur et promet la saignée.

Au nom du « principe de réalité », il va laisser les marchés financiers ligoter un peu plus l'économie et la démocratie. Le « pacte de responsabilité » qu'il conclut avec le patronat n'est rien autre qu'une nouvelle vague de déréglementation du travail. Son leitmotiv : « Réduire les contraintes » pour les entreprises, sur les embauches, sur les cessions, sur les « normes »... Sur la fiscalité aussi. Dans un rapport de forces ultra-favorable au patronat, il suggère de « négocier » des contreparties. Il offre d'ailleurs aux patrons et aux actionnaires un joli cadeau de 30 milliards d'euros, en « mettant fin » au financement par les cotisations sociales de la politique familiale. Il considère la baisse des dépenses publiques comme un « passage obligé », annonçant des coupes drastiques dans les services publics jusqu'en 2017, des « réformes structurelles » de l'État et un big bang territorial. François Hollande assume, pour la première fois, une « politique de l'offre », traditionnellement défendue par la droite la plus dure. Bien qu'il s'en défende en jurant ses grands dieux de n'être « pas gagné par le libéralisme », il sera, pour la deuxième partie de son mandat, le président du Medef, même pas un président social-libéral, un président libéral tout court.

Il y a franchement de quoi rester interdit devant tant de tromperies. Le grand oral du président de la République va susciter à coup sûr un peu plus de colère dans un pays déjà rongé par l'inquiétude. Jusqu'à présent, les voix qui se sont élevées pour exiger un changement de cap n'ont rencontré qu'un faible écho. Combien d'électeurs et de militants socialistes rongent leur frein, n'osent pas dire, pour ne pas nuire, par peur du pire ? Combien d'entre eux attendaient un deuxième temps de mandat qui devait développer des politiques de redistribution ? Le chef de l'État a douché hier tous les espoirs.

La première réponse est venue des syndicats. Alors que, depuis deux ans, le paysage est plutôt marqué par leurs désaccords, quatre d'entre eux – la CGT, la CFDT, l'Unsa et la FSU – ont rendu publique une plate-forme revendicative qui réclame des mesures sur les rémunérations, une réforme fiscale de « réhabilitation » de l'impôt sur le revenu et met le doigt sur un sujet essentiel : la conditionnalité des aides publiques accordées aux entreprises. Un message d'unité est toujours plus favorable à l'action que la division.

Après l'entreprise de clarification du chef de l'État, ce 14 janvier, c'est aussi vrai pour la gauche qui ne renonce pas.

SOMMAIRE

P1 Édito - Sommaire

P2 Agenda ; Appel aux organisateurs de la marche pour "une fiscalité juste" le 8 février à Paris

P3 Vœux : « Hollande n'a qu'un seul partenaire : le MEDEF » ; Pas de modification de la démocratie sans démocratie ; Conférence de presse de Hollande : « Un pacte d'irresponsabilité sociale » ; Toute la lumière doit être faite sur le projet d'accord de défense entre la France et le Mali

P4 Semences paysannes : « Une première victoire syndicale » ; Le PCF dénonce la répression et les arrestations inacceptables à Djibouti ; Tunisie : un anniversaire de lutte et d'espoir ; L'avortement est un droit

P5 Oui à la ratification de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires ; Mariage homosexuels : "une véritable aspiration de la société"

P6 Solidarité avec les femmes espagnoles

P7 Financement de la protection sociale : "Un recul de près de 70 ans" ; Pierre Laurent félicite l'équipe de France de handball ; Humanité Dimanche du 23 janvier ; Priorité patronale pour le président, mobilisation massive pour la jeunesse !

P8 Suspension des négociations concernant le Marché Transatlantique ; Des stages de qualité pour avoir un vrai diplôme ! ; Les étudiants nantais demandent un réengagement budgétaire de l'État

P9 Bilan d'activité de notre députée européenne, Marie-Christine Vergiat

P10 Élections municipales : les 10 propositions du Mouvement de la Jeunesse Communiste de France

P11 Une ministre communiste au Chili, première depuis quarante ans ; Déclaration des partis communistes pour les 100 ans de la première guerre mondiale Jeudi 16 Janvier 2014

P12 Lettre ouverte de Petro Simonenko



(KPU) au Président ukrainien Viktor Ianoukovitch ; A voir ; pétitions ; Cran-Gevrier résiste à l'affichage d'extrême-droite ; Aidons l'Huma !

Agenda

Lundi 27 janvier réunion ATTAC Anancy

Mardi 28 Janvier 18H MARGENCEL, amphithéâtre du collège
Conférence: Ambroise Croizat, Le Conseil National de la Résistance (CNR) et l'invention sociale

UNIVERSITE POPULAIRE DU CHABLAIS

AMBROISE CROIZAT, LE CNR ET L'INVENTION SOCIALE

CONFERENCE

Par Michel ETIEVENT, historien, écrivain et journaliste

Mardi 28 janvier 2014 à 18 h

À MARGENCEL, amphithéâtre du collège



Entrée libre



Repaire de Là-bas si j'y suis, à Cervens chez Lulu anc. Bar Fleuri, à partir de 19h30 : Les nouvelles dynamiques transfrontalières ESS-Transition et pour les élections municipales et européennes

Mercredi 29 janvier 20h Alterlocal Projection de "Bande originale d'une révolution"

Jeudi 30 janvier réunion Chaîne humaine contre les haines
réunion Gauche En Marche

Samedi 1er février Jeudi 30 janvier, 20h à Thonon cinéma Le France
Projection-débat des Bobines du Léman. Film Donner/Recevoir : 4 histoires autour du thème du don d'organes; projection-débat organisé par France ADOT.

Samedi 1er février **journée nationale de la transition citoyenne**
(<http://www.transitioncitoyenne.org>)

10h30 (accueil à partir de 10h00) **au foyer du Vernay, 22 bis avenue Germaine Perréard à Cran-Gevrier** Programme de la journée :

- 1) Un temps de présentation : 10h30-12h30
- Faire connaissance et présenter les associations ou mouvements respectifs
- Dire chacun pourquoi c'est important pour nous de créer un collectif pour une transition citoyenne
- 2) Un temps de partage : 12h30-13h30
- Un repas partagé : nous fournirons les boissons et les verres.
- Aprenez de bons petits plats salés ou sucrés bio avec de quoi couper
- 3) Un temps de réflexion : 13h30-15h30
- Tenue d'ateliers citoyens thématiques
- Restitution
- 4) Un temps de chansons : 15h30-16h30

Merci de vous inscrire en envoyant un mail à contact@amisdelaterre74.org ou par téléphone au 06 24 27 45 04.

Toute personne qui souhaite s'associer à l'organisation de la journée est la bienvenue (contactez-nous).

N'hésitez pas à faire circuler largement cette invitation. Et si vous ne pouvez pas venir, transmettez vos idées et propositions.

de 9h à 18h à Annemasse, MLK (Martin Luther King, près de la gare) le Collectif Local pour une Transition Citoyenne (CLTC) vous invite à une rencontre inter-structures afin de nous (re)connaître à travers nos valeurs communes et/ou complémentaires, d'améliorer notre communication, de poser les bases d'un événement pour l'automne 2014 et d'une grande fête des alternatives à l'automne 2015 inspirée de l'Alternatiba de Bayonne (<http://www.bizimugi.eu/fr/alternatiba/>)

Journée organisée par le collectif pour une Transition Citoyenne, <http://transitionannemasseagallo.fr/>

19h Repas Républicain tête de veau de la Fédération de Haute-Savoie à Anancy, à l'occasion du 221ème anniversaire de la décollation de Louis CAPET, alias Louis XVI. Renseignements et inscriptions : librepensee74@aliceadsl.fr

WE 1-2 février : groupe de travail sur une monnaie complémentaire pour **le Grand Genève avec Frédéric Bosqué**
(<http://ecoattitude.org/accueil/node/6168>)

Mardi 4 février 19H réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 5 février réunion Chaîne humaine contre les haines

Jeudi 6 février 14H30 préfecture Anancy, 14h place des Éléphants, Chambéry, 11H sous-préfecture Albertville manifestation CGT

19H repaire là-bas si j'y suis au Dersim Meythet

Vendredi 7 février réunion Gauche En Marche

PETITION CITOYENNE

J'AGIS MAINTENANT!



- Parce que la TVA est l'impôt le plus injuste
- Parce que la hausse de la TVA prévue en janvier servira à financer les cadeaux fiscaux au patronat
- Parce qu'elle amputera le pouvoir d'achat des familles qui n'y arrivent déjà plus...

* Hausse moyenne des prix pour une famille de 4 personnes!

J'exige l'ANNULATION de la hausse de la TVA !

*Pour une fiscalité plus juste, plus redistributive,
qui taxe le capital et les transactions financières!*

A l'initiative de Solidaires, Attac, Fondation Copernic, UFAL, Économistes atterrés, Femmes Égalité, Les Effronté-e-s, MNCP, Mpep, Front de Gauche (PG, PCF, Ensemble, PCOF, GU, R&S), Résistance Sociale, DAL, APEIS...

Initiative gauche en Marche sur la fiscalité jeudi 6, dimanche 9 voire samedi 8 (voir ci-dessous)



GAUCHE En Marche

Appel aux organisateurs de la marche pour "une fiscalité juste" le 8 février à Paris

Lors de notre réunion de vendredi 24, nous avons décidé de nous associer à cette initiative par des actions sur Cran-Gevrier les 6, 8 et 9 février. Si vous êtes intéressés pour y participer, vous êtes naturellement cordialement invités. Pour le 8, nous avons renoncé au déplacement à Paris, pour lequel nous n'avons à ce jour aucune information, mais qui est trop lourd pour nous. En revanche, si vous organisez quelque chose sur Anancy, nous vous proposons de nous y associer.

Vœux : « Hollande n'a qu'un seul partenaire : le MEDEF » (Olivier Dartigolles)

Le Président de la République a présenté ses vœux aux forces vives de la nation et aux partenaires sociaux ; l'occasion pour lui de détailler son pacte de responsabilité en faveur de l'emploi.

Les grands perdants de ces annonces sont, une fois encore, les salariés qui vont payer le hold-up patronal sur la solidarité nationale. François Hollande n'a qu'un seul partenaire : le MEDEF.

Le Président a ainsi confirmé les 30 milliards sur 3 ans de baisse des cotisations familiales pour les employeurs, une refonte de la fiscalité pour l'aligner sur les pays européens pour 2020, et la simplification, a posteriori, des démarches administratives des entreprises. Quant aux contreparties, le Président de la République a noyé le poisson. Toujours aucun objectif chiffré, notamment en terme de création d'emplois. L'observatoire des contreparties est mort né. Il est devenu l'observatoire du néant.

D'ores et déjà, la mobilisation pour le 6 février s'annonce comme cruciale pour empêcher ce mauvais coup fait au monde du travail.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF,

« Pas de modification de la démocratie sans démocratie » (Pierre Dharréville - PCF)

Le Président de la République, dans le flot de son discours libéral a de nouveau annoncé un coup d'accélérateur de la destruction de la démocratie locale avec pour objectif la réduction de la dépense publique.

Suppression d'un tiers des régions et "digestion" des départements par les métropoles sont désormais évoquées comme de grands progrès par les dirigeants du conseil de simplification et du gouvernement.

En Grèce, au plus fort de la crise, c'est à une réduction drastique de la démocratie que nous avons assisté sous l'impulsion de la troïka, par le biais du programme Kallikratis (réduction du nombre de mairies de 2/3, passage de 57 départements à 13 régions et compression des budgets des autorités locales...).

Pour les marchés financiers, la démocratie locale est un obstacle, une perte de temps, une dépense inutile. Les services publics locaux assurant la réponse aux besoins quotidiens et la solidarité, eux, sont devenus une cible pour contenter les appétits du MEDEF.

La décentralisation est désormais aux oubliettes avec la démocratie locale, tandis que l'État se réorganise autour de grands duchés.

Nos institutions sont en train de connaître des évolutions radicales que les citoyennes et citoyens se voient imposer.

Ces évolutions éloignent les élus des citoyens, orientent les choix politiques autour des désirs des marchés, réduisent les espaces d'intervention démocratique.

Il ne doit pas y avoir de modification de la démocratie sans démocratie et toute décision doit être prise par les citoyennes et citoyens concernés eux-mêmes.

Nous appelons les citoyens et leurs élus à s'élever contre ces atteintes à la démocratie et à la souveraineté populaire.

Pierre Dharréville, Responsable de la commission « République, Démocratie et Institutions » au PCF,

Conférence de presse de Hollande : « Un pacte d'irresponsabilité sociale » (Pierre Laurent)

C'est un véritable « pacte d'irresponsabilité sociale » qu'a présenté François Hollande au cours de sa conférence de presse. Ses annonces sont une attaque profonde, un dynamitage en règle du modèle social et républicain français. En proposant la fin des cotisations familiales patronales, le Président de la République a répondu à une vieille exigence de classe du MEDEF et fait un nouveau cadeau de 30 milliards au patronat après les 20 milliards du CICE. Les contre-parties exigées, elles, sont du vent. Pire, elles ne relèveraient que de négociations de branche que le Parlement est déjà appelé à entériner. Autrement dit, c'est la fin de toute législation sociale nationale !

La méthode proposée est, elle aussi, inacceptable. Le Président se donne 6 mois pour mettre en œuvre son pacte. Le Parlement et les organisations de salariés sont sommées de se soumettre aux exigences du patronat. La réforme institutionnelle dessinée par le Président est un profond coup porté à la démocratie.

Les communistes avec le Front de gauche seront mobilisés pour faire échouer le plan présidentiel. Je réitère ma proposition de pacte de solidarité à l'ensemble des militants de gauche pour créer les conditions de mise en œuvre d'une politique de gauche que le Président a décidé d'abandonner.

Toute la lumière doit être faite sur le projet d'accord de défense entre la France et le Mali

Erreur de timing ou galop d'essai, l'accord de défense entre la France et le Mali ne sera pas signé lundi 20 janvier à Bamako. La date fait désordre au Mali comme en France. C'est en effet l'anniversaire de la fête de l'armée malienne. Le 20 janvier 1961, le président du Mali, Modibo Keita ordonnait l'évacuation des bases militaires françaises. « La République du Mali a affirmé sa volonté de coopérer avec la France sur la base de la non-ingérence dans nos affaires intérieures et du respect de notre souveraineté » avait-il alors déclaré.

53 ans plus tard, jour pour jour, c'est un retour assumé de l'armée française qui devait être scellé. Les symboles sont malheureux. Annoncée comme pratiquement finalisée, la signature de l'accord de défense a été reportée pour ménager les opinions publiques. Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian se contentera d'assister au défilé militaire dans les rues de la capitale.

Sur le fond, reste encore à faire toute la lumière sur le contenu de cet accord. C'est ce que les citoyens maliens et français sont en droit d'attendre.

A la lecture du Livre blanc de la défense (2013) et au vu de la nouvelle stratégie de la France dans l'espace sahélo-saharien, il est permis de s'interroger. Au nom de la « lutte contre le terrorisme », un millier d'hommes seraient maintenus sur le territoire malien. La France voudrait placer dans le Sahel plus d'une quinzaine de « plots », implantations souples sur le modèle développé par le Commandement africain de l'armée US (Africom).

Cela pose de lourdes questions. Alors que la situation est loin d'être stabilisée dans le septentrion malien, les ingrédients qui ont conduit le pays dans la tourmente sont toujours là : négociations au point mort entre pouvoir central et Touaregs, zone de non-droit à Kidal, pillage des ressources, corruption encouragée par les logiques de prédation, ruine des paysans, chômage endémique, pauvreté et inégalités, désarroi de la jeunesse. Et, au-delà de quelques annonces en matière « d'aide au développement », la seule réponse d'envergure se placerait sur le front sécuritaire ?

Le PCF demande au gouvernement de faire la clarté sur cet accord de défense et propose que les parlementaires des deux pays ainsi que des représentants des forces vives à Paris comme à Bamako soient associés à un échange portant sur le contenu de l'accord et la définition d'objectifs pour un partenariat entre la France et Mali capable d'apporter des réponses aux enjeux de paix et de développement et respectant la souveraineté du Mali.

Semences paysannes : « Une première victoire syndicale »

Le PCF salue et soutient l'action de la Confédération paysanne qui a occupé la nuit dernière le GNIS (Groupement National Interprofessionnel des Semences) pour demander une exception agricole à la loi sur les contrefaçons afin que les paysans ne voient pas leurs récoltes saisies ou détruites à la moindre demande de multinationales. Le gouvernement s'est engagé à présenter un amendement pour surseoir à cette mesure. C'est une première victoire syndicale.

Dans les luttes comme au Parlement les communistes sont mobilisés et font du droit des paysans à utiliser leurs propres semences végétales comme animales un principe, une des conditions pour promouvoir une agriculture paysanne répondant à la satisfaction des besoins humains.

Avec le Front de Gauche, notre engagement est total dans la bataille contre la brevetabilité du vivant.

Nous appelons les citoyens et leurs élus à la conquête de leur souveraineté alimentaire qui ne peut être livrée aux mains des grands semenciers, intérêts privés et marchés spéculatifs.

Xavier Compain, Responsable « Agriculture, Pêche, Forêt » au PCF

Le PCF dénonce la répression et les arrestations inacceptables à Djibouti

Hier 16 janvier, à Djibouti, le pouvoir a arrêté de nombreuses personnes appartenant à l'opposition qui célébraient le 1^{er} anniversaire de la création de l'Union pour le salut national (USN).

Ces arrestations ont été accompagnées de violences et participent à une intensification de la répression du pouvoir envers tout ceux qui expriment une opinion un tant soit peu divergente. Des associations de défense des droits de l'homme s'élèvent contre ces pratiques.

S'associant à ces protestations, le Parti Communiste Français appelle à ce qu'il soit mis un terme aux atteintes aux libertés à commencer par le recours à la torture encore très présente dans les prisons de Djibouti.

Le PCF demande au ministre français des Affaires étrangères d'intervenir en ce sens auprès du gouvernement djiboutien, et l'appeler fermement à respecter les libertés et les droits fondamentaux, d'autant que l'actuel directeur de la tristement célèbre prison centrale de Gabode a « bénéficié » très récemment d'une formation à l'École nationale d'administration pénitentiaire (Enap) d'Agen en France.

L'ensemble de ces faits confirme, s'il en était besoin, à quel point il est nécessaire de s'opposer, comme l'ont fait les sénateurs communistes le 18 décembre dernier, aux traités de coopération militaire hérités de la période Sarkozy, singulièrement avec Djibouti.

Parti Communiste Français,
Paris, le 17 janvier 2014

HOLLANDE DÉÇOIT



TUNISIE : UN ANNIVERSAIRE DE LUTTE ET D'ESPOIR (PCF)

Communiqué du Parti Communiste Français
14 janvier 2014

Il y a trois ans, le peuple tunisien mettait un terme au régime de Ben Ali et contraignait ce dernier à la fuite. Au prix d'immenses sacrifices, les Tunisiens écrivaient ainsi une nouvelle page de leur histoire. Ils ouvraient le chemin à d'autres peuples de la région qui, à leur tour, se levaient pour faire entendre leur aspiration à la démocratie et au progrès social.

Depuis, le peuple tunisien n'a cessé de se mobiliser pour faire valoir ses aspirations et faire échec aux menaces d'islamisation de la société voulue par le nouveau pouvoir.

L'assassinat de Chokri Belaid et de Mohamed Brahim a mis la société tunisienne au bord du chaos.

Mais là encore le peuple tunisien a su se rassembler et faire échec à cette entreprise de déstabilisation.

Aujourd'hui, des avancées constitutionnelles sont obtenues grâce à l'incessante mobilisation de ces derniers mois des forces démocratiques et des citoyens.

Pour autant, la situation économique et sociale de par la politique menée n'a pas répondu aux attentes sociales.

En cause, la poursuite de politiques libérales incapables d'apporter des réponses aux problèmes du chômage, des bas salaires, de la dégradation des services publics.

Derrière cette politique, c'est la main de l'Union européenne et des institutions financières internationales qui continue de vouloir imposer à la Tunisie un modèle économique dépassé. L'UE n'a tiré aucune leçon de l'échec de sa politique menée depuis 20 ans en Tunisie. Pire, elle veut renforcer celle-ci en imposant un nouvel accord d'association de libre échange encore plus libéral. L'UE doit totalement refonder sa politique à l'égard de la Tunisie. La France, quant à elle, première partenaire de la Tunisie, doit s'engager et contribuer véritablement à permettre à ce pays de répondre aux aspirations de son peuple et de construire un véritable partenariat d'intérêt mutuel.

Le Parti Communiste Français, hier sous Ben Ali, comme aujourd'hui, est aux côtés des forces de progrès, politiques et syndicales, des hommes, des jeunes, des femmes, artisans de la Révolution tunisienne, qui, aujourd'hui encore, luttent pour faire de la Tunisie un État de droit, de progrès et de justice social, souverain.

L'avortement est un droit

A l'approche de la marche annuelle organisée par les pro-vie à Paris, le Parti Communiste Français tient à souligner à nouveau la gravité de la situation concernant le respect des droits sexuels et reproductifs, dont l'IVG, en France et en Europe.

Nous nous opposons aux velléités du gouvernement espagnol qui s'appête à adopter la législation la plus rétrograde en matière de droit à l'avortement depuis des décennies. Cette menace pour les femmes d'Espagne s'additionne à des régressions effectives en Pologne et dans d'autres pays européens. Le rejet du rapport Estrela par le Parlement européen en décembre confirme ces dérives extrêmement dangereuses pour une Europe qui se prétend fondée sur le respect des droits humains.

Nous voulons une Europe qui garantisse le droit à la maternité choisie. Nous serons en France, en Espagne et ailleurs en Europe, dans la rue le 1^{er} février pour rappeler que l'avortement est un droit pour toutes.

Laurence Cohen, responsable nationale du PCF « Droits des femmes/ féminisme »

Oui à la ratification de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires

Les langues et cultures de France sont une composante de notre patrimoine national. Le reconnaître officiellement est un impératif démocratique. Il découle de notre attachement aux droits humains.

Il est une manière de dire que la diversité des langues et des cultures est une richesse, à l'échelle de la planète comme à l'intérieur de chaque nation. Aujourd'hui moins que jamais, on ne peut considérer que le déclin des langues régionales mais aussi celles issues des migrations qui ont peuplé notre pays, sert l'indispensable combat pour le rayonnement dans le monde du français, langue de la République.

Au contraire la protection et l'épanouissement des langues et des cultures de France sont une condition pour que la France continue de jouer tout son rôle dans le concert des peuples et des nations.

Cette position est conforme à notre conception de l'avenir de la France, de l'Europe et du monde. Elle découle de notre vision du genre humain et de sa liberté. Si nous ne voulons pas d'un monde standardisé, étouffé par les mécanismes appauvrissant de l'argent roi et de l'étatisme centralisateur, il faut favoriser le développement de la personne humaine. Tout ce qui permet à chacune et chacun d'être un acteur autonome et conscient de son destin doit être valorisé par la puissance publique. Le droit à l'apprentissage de la langue nationale comme à celui des autres langues de France est une pièce décisive de l'équilibre démocratique. La France a besoin de valoriser sa diversité. L'Europe aussi à condition qu'elle ne soit pas corsetée par le carcan libéral qui fait primer la finance sur le développement humain. L'Europe de la diversité linguistique est d'ailleurs contradictoire avec le traité de Lisbonne, les politiques d'austérité et le technocratisme antidémocratique rejetant la souveraineté des peuples et des nations qui la composent. Notre soutien à la charte européenne des langues régionales et minoritaires est indissociable de notre combat pour une réorientation progressiste de l'Europe.

Notre position favorable à la ratification de la charte est conforme aux différents projets de loi sur les langues et les cultures de France que nous avons proposée dès les années 80, le dernier en date en 2008, défendu en leur temps par Guy Hermier et Michel Vaxes. Marie-George Buffet l'a rappelé en 2013 lors du débat sur la loi de refondation de l'école.

C'est pourquoi nous approuvons la proposition du Premier Ministre d'engager le processus législatif en vue de la ratification par la France de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires même si nous considérons que cette charte est incomplète, en particulier en ce qui concerne les langues issues des immigrations.

La proposition de loi doit venir en débat le 22 janvier. Cette étape constitutionnelle doit à notre sens, être suivie par l'adoption d'une loi-cadre garantissant un statut pour les langues et cultures de France.

Comment revendiquer la diversité culturelle et linguistique dans le monde, face l'hégémonie de l'anglo-américain, et la refuser à l'intérieur des frontières de notre pays. Comment ne pas voir que la valorisation de la richesse linguistique en France et dans le monde participe à la défense de la langue française, langue de la République et de la résistance au rouleau compresseur d'une monoculture liée à un impérialisme économique, culturel et consumériste ?

La question des langues et cultures de France contribue également à l'enrichissement de la dimension du fait régional en permettant une conception différente de la décentralisation.

On voudrait nous faire oublier que la seule conception possible de cette décentralisation serait celle qui conduit à réduire l'État « au minimum » en transférant une « gouvernance locale » aux collectivités territoriales, qui assumerait les coûts et les responsabilités politiques, pendant que l'Union Européenne serait chargée de faire respecter par tous, y compris les collectivités territoriales, la loi généralisée de la concurrence.

Nous avons proposé au nom du Front de Gauche lors de la campagne présidentielle qu'une nouvelle loi mette à jour la loi Deixonne de 1951,

« Une nouvelle loi mettra à jour la loi Deixonne de 1951, autorisant l'apprentissage des langues régionales dans l'enseignement public, et le Front de Gauche s'engage d'ores et déjà pour en rédiger le projet, en s'adressant aux différents partenaires et associations linguistiques et culturels.

Le Front de Gauche, dans sa volonté de refonder une Europe au service des peuples, intégrera les langues et cultures de France comme moyens d'ouverture sur nos voisins européens, en proposant de réviser tant sa constitution que la charte européenne des langues, pour en permettre sa signature. »

Cet engagement d'hier demeure le fil conducteur de notre engagement, le groupe GUE/NGL au Parlement s'est inscrit positivement dans cette démarche et nos actes au Parlement et au sénat traduiront cette volonté

Mariage homosexuels : "une véritable aspiration de la société" (Ian Brossat - PCF)

Environ 7.000 mariages homosexuels ont été célébrés en 2013 en France, selon des chiffres de l'Insee publiés aujourd'hui. Ces statistiques montrent que l'adoption de la loi sur le mariage pour tous répond à une véritable aspiration de la société.

Cette information donne raison à tous ceux qui ont pris une part active au combat pour permettre à tous les couples d'accéder au mariage et à l'adoption. Le PCF est fier d'avoir participé à cette grande avancée sociale. Les allégations des opposants au mariage pour tous qui prédisaient l'apocalypse si la loi était adoptée n'en sont que plus ridicules.

Il convient maintenant de poursuivre le combat pour l'égalité des droits en ouvrant la PMA aux couples lesbiens sur lesquels continue de peser une insupportable discrimination. Le PCF participera à toutes les mobilisations en ce sens.

Ian Brossat, chargé des combats LGBT à la direction nationale du PCF



A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
Dossier coût du capital



LES ANTI-IVG SONT SURVOLTÉ-E-S !

SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES ESPAGNOLES



Nous voulons une Europe qui garantisse le droit à la maternité choisie. Nous serons en France, en Espagne et ailleurs en Europe, dans la rue le 1er février pour rappeler que l'avortement est un droit pour toutes.



Après la mobilisation des conservateurs et extrémistes le weekend dernier, nous appelons, avec de nombreuses associations féministes, de partis de gauche et de syndicats à manifester en solidarité avec les femmes espagnoles pour le maintien des droits à l'avortement. Nous réaffirmons haut et fort la nécessité de maintenir, de développer les centres IVG et de prolonger les délais d'avortement. Nous exigeons de l'Europe qu'elle garantisse ce droit à toutes les européennes.

Dans cette crise qui sévit en Europe, entretenue par des politiques néolibérales, les plans d'austérité et les politiques régressives foisonnent. Les conservateurs font bon usage des climats de tensions sociales pour mettre au goût du jour leurs idées rétrogrades.

Petit rappel : en Pologne l'avortement est interdit depuis 3 ans, en Hongrie ce droit est extrêmement restrictif, et maintenant, c'est en Espagne que le gouvernement s'apprête à adopter la législation la plus rétrograde en matière de droit à l'avortement. À cela s'ajoute le rejet du rapport Estrela par le Parlement européen en décembre qui confirme ces dérives extrêmement dangereuses pour une Europe qui se prétend fondée sur le respect des droits humains.

En France, cette semaine, l'Assemblée nationale a renforcé le droit à l'IVG. Lors de l'examen du projet de loi égalité hommes-femmes, les députés de gauche ont voté l'amendement qui supprime la notion de "détresse" inscrite dans la loi Veil sur le recours à l'interruption de grossesse. Dans ce contexte de régression sur les droits de femmes en Europe, c'est un message de solidarité qui est envoyé. Il faut cependant rester prudents car un projet de loi n'empêche pas les fermetures de centres IVG ! Il faut également être en alerte contre tout-es celles et ceux qui s'emparent de n'importe quel prétexte pour remettre en cause les droits des femmes, certains députés UMP sont allés jusqu'à appeler à voter pour le déremboursement de l'IVG par la Sécurité sociale !

Le 1er Février, RDV à 14h Place Joffre dans le 7e, jour où les espagnoles manifesteront à Madrid, et que des milliers d'Européennes manifesteront dans leurs pays, soyons nombreux !

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

Financement de la protection sociale : "Un recul de près de 70 ans"

Hier (14/1), lors de sa conférence de presse, le Président de la République a décidé de se soumettre aux exigences du patron du Medef. Il répond à une vieille exigence du grand patronat et revient sur un des fondements de la protection sociale inventée par Ambroise Croizat. En supprimant les cotisations patronales pour la politique familiale, François Hollande leur fait un cadeau de plus de 35 milliards d'euros à ajouter aux 20 milliards du CICE.

Cette décision implique de prendre encore ces 35 milliards dans la poche des salarié-e-s ou de remettre en cause la politique familiale. C'est scandaleux, c'est un recul de près de 70 ans ! C'est également une décision grave au regard de la question des retraites, car une diminution des aides familiales induirait une diminution de la natalité et donc des financements de la retraite.

C'est ici la cohérence de la sécurité sociale qui est attaquée.

Plus que jamais, le PCF et ses partenaires du Front de gauche se battront pour la défense et la promotion de la sécurité sociale solidaire basée sur la cotisation. C'est de propositions de gauche dont notre pays a besoin !

Pierre Laurent félicite l'équipe de France de handball

Je tiens à féliciter l'équipe de France masculine de handball pour son troisième titre de champion d'Europe remporté face au Danemark, pays hôte et champion d'Europe en titre.

Une nouvelle fois, l'équipe de France de handball nous apporte beaucoup de bonheur et illumine l'ensemble du sport français.

Au nom du PCF, j'adresse toutes mes félicitations aux joueurs, à l'entraîneur et à l'ensemble des dirigeants de la fédération française de handball.

A présent, nous devons tous nous mobiliser, État et collectivités locales, autour de l'accueil des championnats du monde 2017 en France et réaliser les infrastructures nécessaires pour accompagner le développement de handball sur notre territoire.

Priorité patronale pour le président, mobilisation massive pour la jeunesse !

Le président a sonné hier (14/1) la rentrée politique après trois semaines de polémiques. Le réveil est douloureux...



Lors de sa conférence de presse, François Hollande a annoncé une nouvelle saignée. Quand le président parle d'accélération des réformes, il s'agit bien de nouveaux cadeaux patronaux qui se profilent, détricotant les dispositifs de solidarité. Usant d'un langage digne de la droite et des pires heures du quinquennat de Nicolas Sarkozy, le président ouvre des régressions dangereuses pour le peuple et particulièrement pour les jeunes.

Première mesure phare : la suppression des 35 milliards de cotisations familiales versées par les entreprises, soit une véritable menace pour la Sécurité sociale. Un autre mode de financement sera réfléchi pour fin février.

Seconde mesure : la baisse de 50 milliards de dépenses publiques entre 2015 et 2017 dont 15 milliards en 2014, soit 4% des dépenses globales. Ces coupes drastiques viseront les collectivités locales en priorité. Dans la lignée de la course à la performance, les dotations de l'État aux collectivités récompenseront celles qui sacrifient leurs services publics et leurs investissements, attaquant les mesures solidaires prises par de nombreuses villes.

Enfin, pour les jeunes ; le président veut accélérer les contrats de génération (plus 50 000) et les services civiques pour les porter à 100 000. C'est la poursuite des emplois précaires, sans objectifs de qualification ni d'embauches... Le président ose même affirmer que le chômage des jeunes baisse alors que les mauvais chiffres continuent de s'accumuler (+1,1% en 2013 pour les - de 25 ans).

M. le président, vous affirmez mener vos réformes pour la jeunesse. Pourtant, vous tournez le dos aux attentes des jeunes qui veulent en finir avec les recettes qui les mènent à la précarité et au chômage. Une autre ambition nécessité de sortir des carcans de l'austérité qui nous ont mené à la crise.

Plutôt que de faire la chasse aux déficits ou aux dépenses, faites la chasse à la précarité et aux cadeaux patronaux en tout genre. Les engagements envers le patronat sont suicidaires quand le président du MEDEF déclare qu'il n'est en rien engagé par vos annonces. 30 ans de cadeaux fiscaux aux grandes entreprises n'ont pas créé d'emploi, loin de là ! Ce n'est pas un pacte de responsabilité, c'est un pacte de soumission !

Les jeunes communistes sont pleins de solutions qui sont justes et efficaces : garanties pour les diplômés en termes de qualification et d'embauche, statut pour les apprentis, rémunérations dignes et justes avec revalorisation du SMIC à 1700 euros, nouveaux droits d'interventions pour les salariés dans les entreprises.

Nous serons de tous les combats pour faire entendre cette aspiration solidaire.



Suspension des négociations concernant le Marché Transatlantique

<http://patrick-le-hyarc.fr/premiere-victoire-suspension-des-negociations-concernant-le-marche-transatlantique/>

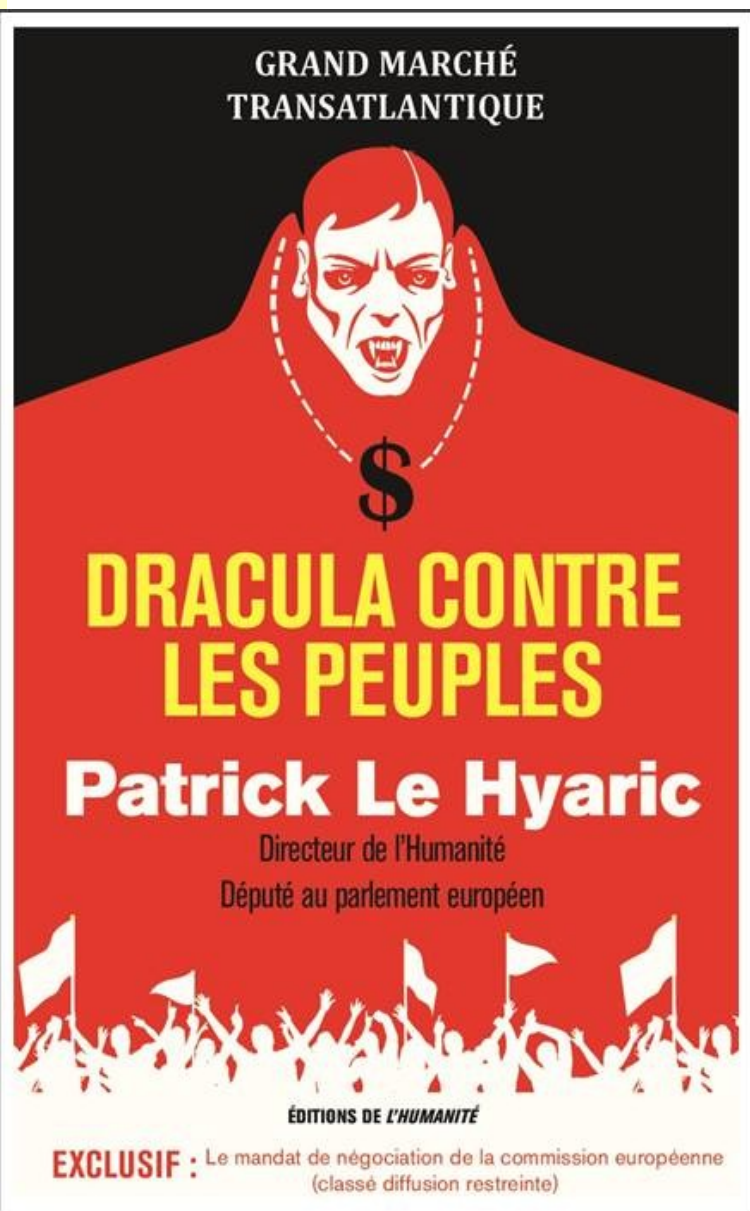
Le début du mouvement qui se développe en Europe et aux États-Unis commence à porter ses fruits. Ainsi, le commissaire européen en charge du commerce, M. Karel De Gucht, qui a toujours refusé de rendre public le mandat de négociation, que s'est elle-même donnée la commission, vient d'être contraint d'annoncer une suspension des discussions avec les dirigeants Nord-Américains jusqu'au mois de juin prochain.

En effet, il ne peut justifier la création d'un tribunal arbitral permettant aux entreprises de poursuivre les États si elles considèrent que leurs intérêts financiers sont mis en cause. Ceci peut constituer une manœuvre pour laisser passer les élections européennes. Mais toutes les forces sociales, associatives, syndicales et politiques déjà engagées dans l'action pour mettre en échec le projet de marché unique transatlantique doivent redoubler d'efforts pour gagner définitivement.

Les députés européens du groupe de la Gauche Unitaire Européenne (GUE/NGL) ne ménageront aucuns efforts en ce sens.

Voir le livre de Patrick Le Hyarc « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité.

Pour commander le livre vous pouvez téléphoner au 01.49.22.72.18



Des stages de qualité pour avoir un vrai diplôme !

L'Union des Étudiants Communistes a pris acte de la volonté de la majorité parlementaire d'encadrer les stages avec la proposition de loi déposée par Mme la députée Khirouni.

La démarche de la proposition de loi est triple : favoriser le développement des stages de qualité, éviter les stages qui se substituent à des emplois, protéger les droits et améliorer le statut des stagiaires. Ces trois orientations vont dans le sens des aspirations des 1,6 millions d'étudiants qui doivent effectuer des stages durant leurs cursus.

Si nous saluons cette démarche, nous déplorons toutefois les lacunes de la proposition de loi. En effet, le texte reste flou concernant le taux de stagiaires qu'une entreprise pourra embaucher ainsi que sur le suivi pédagogique du stagiaire. Sur-tout, la loi ne fait pas référence à une possible amélioration de la rémunération des stagiaires. Il est inacceptable qu'en France, on puisse travailler pour seulement 30 % du SMIC aujourd'hui.

De plus, le fait d'intégrer ces propositions au sein du code de l'éducation et non du code du travail est une régression dans la lutte pour la reconnaissance des droits des stagiaires au sein des entreprises.

Nous communiquerons à M. Bruno LE ROUX et à Mme Chaynesse KHIROUNI 3 axes visant à approfondir la loi afin qu'elle ait un véritable impact. Ceci, afin de créer un véritable lien entre la formation et le travail et pour améliorer la qualité des stages :

Nous proposons :

- Une unification des conventions de stages afin de limiter les abus avec un seul type de convention qui garantirait un véritable statut au stagiaire.

- La garantie d'une rémunération correspondant au SMIC horaire ainsi que des droits dont bénéficient les autres salariés de la structure accueillante à travers la convention collective en place.

- Un véritable contrôle pédagogique des stages afin que ceux-ci ne se substituent pas à des emplois, mais aussi pour permettre de véritables stages de qualité.

Les étudiants nantais demandent un réengagement budgétaire de l'État

La loi relative aux libertés et responsabilités (LRU) des universités fut testée dans un premier temps dans les facultés nantaises et le bilan de l'année 2013 est affligeant.

En effet, l'Université de Nantes a accusé 19 millions de déficit l'année passée. Et pour stopper l'hémorragie budgétaire, l'imaginaire de manque pas : gels de postes et de rémunérations, suppression de cours, suppression de TD et même suppressions de licences à l'instar des licences d'information communication et de science de l'éducation. Sans parler des classes de TD qui n'ont même plus assez de chaises pour recevoir les 50 étudiants par cours.

L'Union des Étudiants Communistes, au sein de l'Université de Nantes comme partout ailleurs en France, s'engage à porter des projets alternatifs et innovants pour répondre aux besoins réels des étudiants et de l'université.

C'est pourquoi nous demandons un réinvestissement de l'État dans les universités à hauteur de leurs besoins ; si la jeunesse doit être la priorité, le gouvernement ne peut pas faire l'économie de l'enseignement supérieur. De la même manière nous refusons de voir une concurrence inter-université se développer par des diplômes inégaux d'une faculté à une autre, c'est pourquoi nous réclamons un encadrement national réel et effectif des formations et des diplômes universitaires.

De plus, alors que le passage par les études secondaires est en partie démocratisé depuis des années, il s'avère qu'aucun statut particulier n'est réservé aux étudiants.

Face à cette situation qui précarise 2 millions d'étudiants français, nous proposons la mise en place d'un statut du « jeune travailleur en formation » auquel serait rattaché tout un ensemble de droits parmi lesquels figureraient des droits fondamentaux tels que le droit au logement ou à la santé.

Communiqué du secteur de Nantes de l'Union des Étudiants Communistes.

Bilan d'activité de notre députée européenne, Marie-Christine Vergiat

1 - La Tunisie

Les choses semblent de nouveau évoluer dans le bon sens, je me suis fendue d'un petit article avec l'aimable complicité de l'un de mes collaborateurs. J'ai osé l'appeler Tunisie : trois ans après, la Révolution à nouveau sur les rails. J'espère ne pas être trop optimiste mais je crois que nos ami(e)s tunisiens ont besoin de confiance. Alors certes, tout n'est pas encore réglé et cette fichue Constitution n'est pas encore votée mais la marche en avant a repris ce qui est déjà une bonne chose en soi.

<http://www.eurocitoyenne.fr/content/votre-deputee/tunisie-trois-ans-apres-la-revolution-nouveau-sur-les-rails>

2 - Le droit à l'avortement en Espagne

Cette question m'a beaucoup occupée la semaine dernière à Strasbourg où nous étions en plénière car la GUE/NGL a pris toute une série d'initiatives pour mobiliser les parlementaires progressistes. Je vous donne les liens

- sur notre conférence de presse et la déclaration initiée par mon ami Mickael Gustavson, membre de mon groupe et président de la commission femmes du parlement européen <http://www.eurocitoyenne.fr/content/conference-de-presse-au-parlement-europeen-contre-le-projet-de-loi-espagnol-remettant-en>

Je vous invite d'ailleurs à faire circuler cette déclaration auprès des parlementaires français quelles que soient leur appartenance politique pour que le plus grand nombre d'entre eux puissent en être signataires.

- mon intervention en plénière <http://www.eurocitoyenne.fr/content/intervention-pour-le-respect-des-droits-des-femmes-en-espagne>

Et la galerie photos de notre action devant l'hémicycle mercredi dernier

<https://www.facebook.com/media/set/?set=a.664531730272253.1073741834.164355333623231&type=3>

Et l'appel à la mobilisation du 1er février

<http://eurocitoyenne.fr/content/non-la-regression-des-droits-des-femmes-en-espagne-et-ailleurs>

3 - Une intervention toujours la semaine dernière sur la citoyenneté à vendre ou plus exactement sur la libre circulation à vendre puisque Malte vend des passeports et d'autres États membres des permis de séjour pour des sommes exorbitantes

<http://eurocitoyenne.fr/content/citoyennete-vendre>

4 - Une autre sur le Sud Soudan où la situation dégénère <http://eurocitoyenne.fr/content/intervention-sur-la-situation-au-soudan-du-sud>

Et si vous vous demandez pourquoi je m'intéresse à ce pays, je vous joins également un lien avec une conférence de presse que j'ai organisée le 19 novembre dernier avec le Front révolutionnaire soudanais (ceux du nord Soudan si je puis dire) qui lutte contre la dictature du sinistre el Bechir.

<http://eurocitoyenne.fr/content/conference-de-presse-dune-delegation-du-front-revolutionnaire-soudanais>

Ainsi que l'intervention que j'ai faite le 10 octobre après la terrible répression qui s'est abattue sur le peuple soudanais :

<http://eurocitoyenne.fr/content/intervention-sur-la-situation-au-soudan-0>

5 - La Centrafrique

Une intervention qui date du mois de décembre juste après l'intervention française mais un peu prémonitoire du borborygme dans lequel s'est enfoncée l'armée française. Espérons que Catherine Samba-Panza, maire de Bangui, qui vient d'être élue à la présidence intérimaire du pays face à sept autres candidats saura faire progresser ce pays plongé dans la dictature quasiment en permanence depuis son indépendance. <http://eurocitoyenne.fr/content/intervention-sur-la-situation-en-centrafrique>

6 - Et puis cerise sur le gâteau, je suis très fière d'avoir fait adopter en commission "Culture Education " à l'unanimité moins une voix (ECR c'est à dire celle des Conservateurs) mon premier rapport législatif. Bien sûr, c'est un texte très juridique portant sur la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre (ouf, j'espère que vous avez retrouvé votre respiration). Pas vraiment d'enjeux politiques mais un bon exercice pour mettre en œuvre les techniques du droit parlementaire que j'ai apprises dans une vie antérieure. J'ai fait adopter quasiment toutes les dispositions que je voulais et j'ai même eu le satisfecit des autorités françaises (ne vous offusquez pas à l'avance, il s'agit juste d'un problème de compatibilité du droit français et du droit européen que le Conseil des ministres n'avait pas su ou pu régler). Des compromis et pas de compromissions. Juste mes compétences de juriste mises à l'épreuve. Maintenant il va falloir entamer les discussions avec la Commission et le Conseil et si tout va bien, le rapport sera adopté en plénière en avril, c'est-à-dire lors de la dernière session de cette législature du Parlement européen.

Voici mon communiqué du jour qui vous aidera peut être à mieux comprendre ce qu'il en est :

<http://eurocitoyenne.fr/content/vers-un-regime-de-restitution-des-biens-culturels-plus-efficace>

Ainsi qu'une interview sur la chaîne de la Commission européenne

<http://ec.europa.eu/avservices/video/player.cfm?ref=95405>

7 - J'ai aussi relayé aujourd'hui un appel d'organisations syndicales et d'ONG comprenant notamment l'AEDH et le CADTM qui ont alerté les député(e)s européens sur la situation des droits de l'Homme en Grèce au moment où celle-ci prend la Présidence de l'UE

<http://eurocitoyenne.fr/content/presidence-grecque-loccasion-de-faire-le-point-sur-les-droits-fondamentaux-dans-ce-pays>

8 - enfin, je vous ressers mon article sur le GMT ou le TIPP (as you want), autrement dit de façon plus compréhensible sur l'accord UE/ USA, publié dans la revue Contretemps car il est pleinement d'actualité

<http://eurocitoyenne.fr/content/grand-marche-transatlantique-ne-pas-se-tromper-dennemi>

9 - Je vous rappelle que si vous voulez en savoir plus sur ce que je défends au Parlement européen, vous pouvez vous procurer le petit bouquin que j'ai commis avec mes complices Elisabeth Gauthier et Louis Weber qui s'intitule Changer d'Europe (d'actualité non !!!). Je l'aurais bien offert à chacun d'entre vous mais je crains de ne pas avoir toutes vos adresses.

<http://eurocitoyenne.fr/content/votre-deputee/publication-changer-deurope>

Bonne lecture et à très bientôt

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France ce sont des milliers de jeunes qui agissent ensemble pour changer nos vies et la société.

Face à la galère et aux emplois bidons nous menons une grande campagne pour le droit au travail des jeunes. Face aux guerres et aux injustices nous participons à toutes les mobilisations pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Face au racisme, au sexisme, à l'homophobie et toutes les discriminations nous nous battons au quotidien !

Pour en savoir plus sur la campagne du MJCF

www.jeunes-communistes.org

REJOINS-NOUS !

Mes coordonnées

Nom.....
 Prénom.....
 Adresse.....
 Code Postal/Ville.....
 Mail.....
 Téléphone.....

Coupon à donner à un(e) jeune communiste
 ou à retourner à MJCF • 2 place du colonel Fabien 75019 Paris

10 propositions

Les jeunes au coeur des villes



Nous sommes ces lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, éducateurs, militants associatifs qui faisons vivre la ville. Les villes peuvent être des espaces d'innovation, de progrès social à contre-courant de l'austérité généralisée. Pour cela, nous irons chercher des nouveaux droits qui permettent à chacun de s'émanciper.

Emploi, formation, santé, logement, transports, citoyenneté, sport, culture, orientation ... **pour changer nos vies, choisissons nos élus !**

Les Jeunes Communistes proposent des revendications concrètes pour changer la vie dans nos communes !

Accompagner et concrétiser le projet de chacun

- Offrir des garanties pour vivre de son travail** en établissant des clauses d'insertion établissant des pourcentages d'embauche pour les jeunes dans les entreprises de la ville
- Armer les jeunes de connaissances** en menant la bataille pour la présence du maximum de filières scolaires et universitaires dans la ville

Elections Municipales 2014

Logement, Transport, Santé, Emploi



De nouveaux droits dans nos villes !



pour changer nos villes



- Renforcer les moyens des missions locales** pour mieux accompagner les jeunes dans leur projet de formation ou d'emploi.
- Gagner la gratuité des transports pour tous les jeunes** et l'extension des lignes pour éviter l'enclavement de certains quartiers
- Aider au financement du permis de conduire** par la municipalité et mise en place de cours dans les lycées
- Assurer la gratuité de tous les soins** dans le cadre de Centres municipaux de santé et renforcer le personnel médical dans tous les établissements scolaires de la ville
- Réserver des logements dédiés aux jeunes** dans les constructions notamment pour les jeunes travailleurs et apprentis
- Aménager des tarifs** pour l'accès aux licences sportives et aux cours artistiques
- Donner un vrai rôle aux différentes instances de jeunesse** et aux représentants syndicaux lycéens, étudiants, associatifs dans la construction des projets dédiés aux jeunes
- Etendre le droit de vote des aux résidents étrangers** et permettre l'implication dans toutes les consultations locales

Retrouve toutes les propositions des Jeunes Communistes sur:

www.jeunes-communistes.org

Une ministre communiste au Chili, première depuis quarante ans Lundi 27 Janvier 2014

La présidente Michelle Bachelet, qui entrera en fonction le 11 mars, a présenté vendredi 24 janvier la liste de ses futures ministres : 23 femmes et hommes. Et pour la première fois depuis 40 ans, une ministre issue du Parti communiste

C'est la première fois depuis le gouvernement socialiste de Salvador Allende qu'une ministre communiste entre au gouvernement chilien. L'ancienne conseillère municipale de Santiago, Claudia Pascual, dirigera l'organisme en charge du droit des Femmes.



Autre nouveauté, l'équipe incarne un changement de génération. A l'image du ministre de l'Intérieur Rodrigo Peñailillo, très proche de Michelle Bachelet. A 39 ans, il a été le plus jeune gouverneur du pays, de la province d'Arauco. C'est là que vivent les Mapuches, qui réclament leurs terres ancestrales et l'abrogation des lois de Pinochet sur le terrorisme, en vertu desquelles ils sont encore violemment réprimés.

Déclaration des partis communistes pour les 100 ans de la première guerre mondiale Jeudi 16 Janvier 2014

Appel initié par le Parti du Travail de Belgique (PTB-PVDA), Parti communiste allemand (DKP) et Parti communiste du Luxembourg (KPL)

Cent ans après de début de la Première Guerre mondiale, nous éprouvons un nouveau débat sur la question de savoir qui a mis le feu. Cette remise en question de la responsabilité principale de l'impérialisme allemand pour le carnage des peuples pendant plus de 4 ans n'a, naturellement, pas pour but de trouver la vérité historique. Elle vise plutôt à légitimer la politique impérialiste actuelle théoriquement et politiquement.

La Première Guerre mondiale fut suscité par les intérêts d'expansion de la part des grandes puissances d'Europe, cherchant à conquérir de nouveaux marchés et ressources, et orientés vers une redistribution des marchés et ressources existants. C'était une « guerre d'agression et conquête capitaliste », comme l'a constaté Karl Liebknecht bien vite. Du même coup, la guerre offrait une opportunité pour les forces dominantes de contaminer la conscience des classes ouvrières dans leurs pays avec le venin de l'opportunisme, du nationalisme, et du chauvinisme.

En été 1914, deux blocs militaires délibérés se trouvaient face à face : « la Triple Alliance », composée de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, et « l'Entente » du Royaume-Uni et de la France, auxquels la Russie s'est alliée. En 1915, l'Italie entra en guerre aux côtés de l'Entente. L'attentat de Sarajevo fut l'occasion bienvenue pour les grands puissances bellicistes de réaliser leurs concepts stratégiques. Ce qui suivait était une guerre qui, pour la première fois dans l'histoire, était menée sur tous les continents. Trente-huit pays participaient, plus leurs colonies de l'époque. Et c'était la première guerre menée aussi industriellement. La tuerie faisait sept millions de victimes, la population civile souffrait une famine et des épidémies d'une ampleur inconnue. Vingt millions étaient blessés ou estropiés, des valeurs matériels incroyables étaient détruits.

Le carnage finissait par une défaite militaire des agresseurs. La Révolution de Novembre en Allemagne, les révolutions en Autriche, en Hongrie et d'autres pays étaient étouffés à cause du rôle que jouaient les leaders social-démocrate de droite au cours de la répression de la révolution.

Certes, la monarchie fut détrônée en Allemagne, suivi par l'établissement de la république, mais les généraux et les forces du capital monopolistique demeuraient – leur survie politique a plus tard rendu la Seconde Guerre mondiale possible.

La social-démocratie fut divisée au cours de la Première Guerre mondiale, les forces révolutionnaires se séparèrent de la Première Internationale et fondaient des partis communistes autour du monde.

La Grande Révolution Socialiste d'Octobre en Russie a tracé la voie pour le premier État ouvrier et paysan de l'histoire humaine. La Première Guerre mondiale donc suscitait un nouvel espoir pour le monde – l'espoir du socialisme. Les partis signataires y tiennent toujours.

« Et finalement, aucune autre guerre sera possible pour l'Allemagne prussienne qu'une guerre mondiale, et ce sera une guerre mondiale d'une étendue et d'une violence sans précédent.

Entre huit ou dix millions de soldats iront s'étrangler entre eux, et ils vont ravager l'Europe comme jamais ne l'a fait une nuée de sauterelles.

Les dévastations de la guerre de Trente Ans seront concentrées dans trois ou quatre ans, et se répandront sur tout le continent ; la famine, des épidémies, un retour à l'état sauvage général du militaire comme des masses populaires causé par la détresse aiguë ; un désarroi sans issue du fonctionnement artificiel de notre commerce, industrie et crédit, finissant par une banqueroute générale ; un effondrement des vieux états et de leur raison d'état, de la façon à ce que des douzaines de couronnes vont rouler sur les pavés, et on ne trouvera personne à les ramasser ; l'impossibilité de prévoir comment tout ça finira, et qui sera le vainqueur de cette lutte ; seul un résultat est absolument certain : l'épuisement général et la création des conditions pour la victoire finale de la classe ouvrière. »

Friedrich Engels, 1887

Les signataires :

Parti du Travail d'Autriche
Parti Communiste de Bohême et Moravie
Parti Communiste Britannique
Parti des Communistes de Catalogne
Parti Ouvrier Socialiste de Croatie
Parti Progressiste des Travailleurs, Chypre
Parti Communiste du Danemark
Parti Communiste Français
Pôle de Renaissance Communiste en France
Parti Communiste Unifié de Géorgie
Parti Communiste de Grèce
Parti Communiste Ouvrier Hongrois
Parti Communiste d'Irlande
Parti Communiste de Malte
Nouveau Parti Communiste des Pays-Bas
Parti Communiste de Pologne
Parti Communiste Portugais
Parti des Communistes de Serbie
Parti Communiste Espagnol
Parti Communiste des Peuples d'Espagne
Parti Communiste de Suède
Parti Suisse du Travail
Parti Communiste d'Ukraine

Lettre ouverte de Petro Simonenko (KPU) au Président ukrainien Viktor Ianoukovitch Lundi 20 Janvier 2014

http://www.editoweb.eu/nicolas_mauzy/Lettre-ouverte-de-Petro-Simonenko-KPU-au-President-ukrainien-Viktor-Ianoukovitch_a7277.html

Lettre de Petro Simonenko, Premier secrétaire du Parti Communiste d'Ukraine (KPU) au Président de la République d'Ukraine, Victor Ianoukovitch, sur le rôle joué par les officines étrangères de l'Union européenne et des États-Unis pour pousser l'Ukraine dans la violence et vers la sécession - traduction Nico Maury

Cher Viktor Ianoukovitch,

L'actualité politique en Ukraine est sérieuse, il y a une aggravation des confrontations dans la société ukrainienne entre les partisans de l'intégration européenne et les personnes qui veulent choisir, ceci conduit à des émeutes, au blocage des pouvoirs publics du fait de l'occupation des bâtiments administratifs, à la destruction des monuments historiques, pour provoquer la déstabilisation du pays, mais aussi pour provoquer un certain nombre de désastres économiques, sociaux et humanitaires pour la population d'Ukraine. En conséquence, l'Ukraine est au bord de la sécession et sa sécurité nationale lui échappe.

Les pays étrangers, par leurs influences, jouent un rôle spécial dans l'aggravation de cette situation. Les membres des missions diplomatiques en Ukraine, prônent ouvertement le conflit en Ukraine, et appuient tous ceux qui soutiennent l'intégration européenne. Les déclarations appellent les "leaders" de l'opposition à renforcer les manifestations.

Il convient également de noter le rôle que jouent des fondations et organismes tels que l'USAID, l'Open Society Institute, l'Institut national démocratique pour les affaires internationales. Sous le prétexte de "défendre les valeurs démocratiques", et de "soutenir la création d'un espace d'information," ces organismes financent des politiques de propagande en Ukraine qui forgent l'opinion publique à développer une hystérie anti-russe, anti-État, favorable à une confrontation violente dans le pays.

Concernent les déclarations de responsables politiques américains et d'Europe de l'Ouest, qui menacent de poursuite en justice de hauts fonctionnaires de l'État ukrainien, et qui appellent à soutenir l'opposition contre les décisions du gouvernement élu, ils apportent leurs contributions à la détérioration de la situation politique et portent un sérieux coup à la démocratie ukrainienne, car ils compliquent la situation dans le pays.

Les palmes du cynisme reviennent à l'ambassadeur des États-Unis, Jeffrey Payet et celui de l'UE, Jan Tombiński qui se sont opposés au processus législatif de la Verkhovna Rada d'Ukraine, le 16 Janvier 2014 et qui se permettent de critiquer la décision du Parlement d'Ukraine sur la conformité avec les normes démocratiques, etc

Ces déclarations contredisent directement les principes immuables de la diplomatie internationale, en particulier: l'article 7 paragraphe II de la Charte des Nations Unies, «la Déclaration des Nations Unies relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États» du 24/10/1970, sur "l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des États et la protection de leur indépendance et de la souveraineté" du 12/02/1965, etc

Compte tenu des déclarations des ambassadeurs, qui outrepassent leurs pouvoirs en prenant des positions incompatibles avec les principes du droit international, de part leurs ingérences dans les affaires intérieures de l'Ukraine, il faut une réponse forte à leurs actions destructrices. Le ministère ukrainien des Affaires étrangères doit envoyer un avertissement sur les activités et les déclarations des ambassadeurs aux autorités compétentes de l'UE et les États-Unis, par la voie diplomatique.

A voir sur l'internet

Pierre Laurent sur itélé dans Face à face de Christophe Barbier le 23 janvier http://youtu.be/I_sCWkso-Y

Charles Silvestre invité de "3D" sur France-Inter pour son livre "La Victoire de Jaurès" <http://bit.ly/1a3CSTI>

Notes prises à la réunion publique du 10 décembre à Annemasse avec Pierre Laurent, Jean Ziegler et Éric Bocquet :

<http://gemcran.wordpress.com/2013/12/17/notes-prises-a-la-reunion-publique-du-10-decembre-laurent-ziegler-bocquet-annemasse-pcf/>

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkdK66>

Pétitions en ligne

Libertés et service public en danger !

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

Cran-Gevrier résiste à l'affichage d'extrême-droite



L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

